



2000



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 16 mars 2000

<cd\doc\2000\cdl-ju\08-f>

Diffusion restreinte

CDL-JU (2000) 8

Or. Angl.

COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT

(COMMISSION DE VENISE)

**PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS
A LA VERSION 11
DU THESAURUS SYSTEMATIQUE**

« Les mots-clés soulignés en pointillé dans le Chapitre 1
du thésaurus systématique ont été approuvés
par le Groupe de Travail lors de sa dernière réunion
à Vaduz, le 30 avril 1999 »

1 JUSTICE CONSTITUTIONNELLE

1.1 Juridiction constitutionnelle¹

1.1.1 Statut et organisation

1.1.1.1 Sources

1.1.1.1.1 Constitution

1.1.1.1.2 Loi organique

1.1.1.1.3 Loi

1.1.1.1.4 ~~Règlements d'ordre intérieur~~ Règlement interne

1.1.1.1.5 ~~Acte émanant de la juridiction~~²

1.1.1.2 Autonomie

1.1.1.2.1 Autonomie statutaire

1.1.1.2.2 Autonomie administrative

1.1.1.2.3 Autonomie financière

1.1.2 Composition, recrutement et structure

1.1.2.1 Nombre de membres

1.1.2.2 Citoyenneté des membres

1.1.2.3 Autorités de nomination

1.1.2.4 Désignation des membres³

1.1.2.5 Désignation du président⁴

1.1.2.6 Division en chambres ou en sections

1.1.2.7 Hiérarchie parmi les membres⁵

1.1.2.8 Organes d'instruction⁶

1.1.2.9 **Personnel**⁷

1.1.3 Statut des membres de la juridiction

1.1.3.1 Durée du mandat des membres

1.1.3.2 Durée du mandat du président

1.1.3.3 Privilèges et immunités

1.1.3.4 Incompatibilités

1.1.3.5 Statut disciplinaire

1.1.3.6 Statut pécuniaire

1.1.3.7 Démission

1.1.3.8 Membres à statut particulier⁸

1.1.3.9 Statut du personnel⁹

1.1.4 Rapports avec les autres institutions

1.1.4.1 Chef de l'État

1.1.4.2 Organes législatifs

1.1.4.3 Organes exécutifs

1.1.4.4 Juridictions

¹ *Cour constitutionnelle ou instance équivalente (tribunal ou conseil constitutionnel, cour suprême etc).*

² *Ex: règlement intérieur.*

³ *En ce compris les conditions et les modalités de cette désignation (élection, nomination, etc).*

⁴ *En ce compris les conditions et les modalités de cette désignation (élection, nomination, etc).*

⁵ *Vice-présidents, présidents de chambre, de section, etc.*

⁶ *Ministère public, audiorat, parquet, etc.*

⁷ *Greffiers, assistants, référendaires, secrétaires généraux, service d'étude, etc.*

⁸ *Ex: assesseurs, membres de droit.*

⁹ *Greffiers, assistants, référendaires, secrétaires généraux, service d'étude, etc.*

1.2 Saisine

- 1.2.1 Demande émanant d'une personne publique
 - 1.2.1.1 Chef de l'État**
 - 1.2.1.2 Organes législatifs
 - 1.2.1.3 Organes exécutifs
 - 1.2.1.4 ~~Organes d'autorités régionalisées~~ **régionales**
 - 1.2.1.5 ~~Organes d'autorités décentralisées~~
 - 1.2.1.6 Organe d'autonomie locale**
 - 1.2.1.7 Procureur ou avocat général**
 - 1.2.1.8 Médiateur
 - 1.2.1.9 ~~États membres de la Communauté de l'Union européenne~~
 - 1.2.1.10 Institutions de la Communauté de l'Union européenne**
 - 1.2.1.11 Autorités religieuses**
- 1.2.2 Demande émanant d'une personne ou de groupements privés
 - 1.2.2.1 Personne physique
 - 1.2.2.2 Personne morale à but non lucratif
 - 1.2.2.3 Personne morale à but lucratif
 - 1.2.2.4 Partis politiques
 - 1.2.2.5 Syndicats
- 1.2.3 Saisine émanant d'une juridiction¹⁰
- 1.2.4 Autosaisine**

1.3 Compétences

- 1.3.1 Etendue du contrôle**
- 1.3.2 Types de contrôle
 - 1.3.2.1 Contrôle a priori
 - 1.3.2.2 Contrôle a posteriori
 - 1.3.2.3 Contrôle abstrait
 - 1.3.2.4 Contrôle concret
- 1.3.3 Compétences consultatives**
- 1.3.4 Types de contentieux**
 - 1.3.4.1 Contentieux des libertés et droits fondamentaux
 - 1.3.4.2 Répartition¹⁰ des compétences entre les organes ou les pouvoirs de l'État¹¹
 - 1.3.4.3 Répartition¹¹ des compétences entre l'État et les entités fédérées ou régionales¹²
 - 1.3.4.4 Compétences des autorités locales¹³
 - 1.3.4.5 Contentieux électoral
 - 1.3.4.5.1 Élections présidentielles
 - 1.3.4.5.2 Élections législatives
 - 1.3.4.5.3 Élections régionales
 - 1.3.4.5.4 Élections locales
 - 1.3.4.5.5 Élections professionnelles
 - 1.3.4.5.6 Référendums et consultations populaires¹⁴
 - 1.3.4.6 Admissibilité des référendums et des consultations populaires¹⁵
 - 1.3.4.6.1 Référendum abrogatif

¹⁰ Notamment les questions préjudicielles.

¹¹ Répartition horizontale des compétences.

¹² Répartition verticale des compétences, principalement dans le cadre des États à structure fédéralisée ou régionalisée.

¹³ Autorités décentralisées (communes, municipalités, provinces, etc).

¹⁴ Ce mot-clé concerne les décisions relatives à la procédure et aux résultats des référendums et des consultations populaires.

¹⁵ Ce mot-clé concerne les décisions précédant le référendum, notamment son admissibilité.

- 1.3.4.7 Contentieux répressif
 - 1.3.4.7.1 Interdiction des partis politiques
 - 1.3.4.7.2 Déchéance des droits civiques
 - 1.3.4.7.3 Déchéance des parlementaires
 - 1.3.4.7.4 Impeachment
- 1.3.4.8 Contentieux des conflits de juridiction
- 1.3.4.9 Contentieux de la régularité formelle des textes normatifs¹⁶
- 1.3.4.10 Contentieux de constitutionnalité matérielle des textes normatifs
 - 1.3.4.10.1 Limites de la compétence législative
- 1.3.4.11 Contentieux de la révision constitutionnelle**
- 1.3.4.12 Conflits de lois**¹⁷
- 1.3.4.13 Interprétation universellement contraignante des lois
- 1.3.4.14 Répartition des compétences entre la Communauté et les États membres
- 1.3.4.15 Répartition des compétences entre les institutions de la Communauté

1.3.5 Objet du contrôle

- 1.3.5.1 Traités internationaux
- 1.3.5.2 Droit des Communautés européennes
 - 1.3.5.2.1 Droit primaire originaire
 - 1.3.5.2.2 Droit dérivé
- 1.3.5.3 Constitution¹⁸
- 1.3.5.4 Lois à valeur quasi-constitutionnelle¹⁹
- 1.3.5.5 Lois et autres normes à valeur législative
 - 1.3.5.5.1 Lois et autres normes en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Constitution**
- 1.3.5.6 Décrets présidentiels
- 1.3.5.7 Règlements à valeur quasi-législative
- 1.3.5.8 Normes d'entités régionales
- 1.3.5.9 Règlements d'assemblées parlementaires
- 1.3.5.10 Règlements de l'exécutif
- 1.3.5.11 Actes d'autorités décentralisées
 - 1.3.5.11.1 Décentralisation territoriale²⁰
 - 1.3.5.11.2 Décentralisation par services²¹
- 1.3.5.12 Décisions juridictionnelles
- 1.3.5.13 Actes administratifs individuels
- 1.3.5.14 Actes de gouvernement²²
- 1.3.5.15 Carence d'acte du législateur ou de l'administration²³

1.4 Procédure²⁴

- 1.4.1 Caractères généraux
- 1.4.2 Procédure sommaire

¹⁶ Examen des vices de procédure et de forme des lois, des règlements, notamment quant à la composition des assemblées, la régularité des votes, la compétence des autorités auteurs du règlement, etc (les problèmes de répartition des compétences entre l'État et les entités fédérées ou régionales font l'objet d'une autre rubrique (1.3.4.3).

¹⁷ Au sens du droit international privé.

¹⁸ Y compris les lois constitutionnelles.

¹⁹ Par exemple des lois organiques.

²⁰ Pouvoirs locaux, communes, municipalités, provinces, départements, etc.

²¹ Ou décentralisation fonctionnelle (organismes publics à compétence déléguée).

²² «Political questions».

²³ Inconstitutionnalité par omission.

²⁴ Les différents aspects de recevabilité sont traités dans les sous-points du chapitre 1.3 Compétences.

- 1.4.3 Délai d'introduction de l'affaire
 - 1.4.3.1 Délai de droit commun
 - 1.4.3.2 Délais exceptionnels
 - 1.4.3.3 Réouverture du délai
- 1.4.4 Épuisement des voies de recours
- 1.4.5 Acte introductif
 - 1.4.5.1 Décision d'agir
 - 1.4.5.2 Signature
 - 1.4.5.3 Forme
 - 1.4.5.4 Annexes
 - 1.4.5.5 Notification
- 1.4.6 Moyens
 - 1.4.6.1 Délais
 - 1.4.6.2 Forme
 - 1.4.6.3 Moyens d'office
- 1.4.7 Pièces émanant des parties²⁵
 - 1.4.7.1 Délais
 - 1.4.7.2 Décision de déposer la pièce
 - 1.4.7.3 Signature
 - 1.4.7.4 Forme
 - 1.4.7.5 Annexes
 - 1.4.7.6 Notification
- 1.4.8 Instruction de l'affaire
 - 1.4.8.1 Enregistrement**
 - 1.4.8.2 Notifications et publications
 - 1.4.8.3 Délais
 - 1.4.8.4 Procédure préliminaire
 - 1.4.8.5 Avis
 - 1.4.8.6 Rapports
 - 1.4.8.7 Preuves**
 - 1.4.8.7.1 Mesures d'instruction
- 1.4.9 Parties
 - 1.4.9.1 Qualité **pour agir**²⁶
 - 1.4.9.2 Intérêt
 - 1.4.9.3 Représentation
 - 1.4.9.3.1 Barreau
 - 1.4.9.3.2 Mandataire juridique extérieur au barreau
 - 1.4.9.3.3 Mandataire non avocat et non juriste
- 1.4.10 Incidents **de procédure**
 - 1.4.10.1 Intervention
 - 1.4.10.2 Inscription de faux
 - 1.4.10.3 Reprise d'instance
 - 1.4.10.4 Désistement
 - 1.4.10.5 Connexité
 - 1.4.10.6 Récusation
 - 1.4.10.6.1 Récusation d'office
 - 1.4.10.6.2 Récusation à la demande d'une partie
- 1.4.11 Audience
 - 1.4.11.1 Composition de la formation de jugement
 - 1.4.11.2 Déroulement
 - 1.4.11.3 Publicité
 - 1.4.11.4 Huis clos

²⁵ Mémoire, conclusions, notes, etc.

²⁶ Utilisé en combinaison avec le chapitre 1.2 Saisine.

- 1.4.11.5 Rapport
- 1.4.11.6 Avis
- 1.4.11.7 Exposés oraux des parties
- 1.4.12 Procédures particulières
- 1.4.13 Réouverture des débats
- 1.4.14 ~~Couverture des frais de la procédure~~ **Frais de procédure**²⁷
 - 1.4.14.1 ~~Couverture par l'État~~ **Exonération des frais de justice**
 - 1.4.14.2 ~~Assistance par l'État~~ **Aide judiciaire, assistance**
 - 1.4.14.3 ~~Couverture par les parties~~ **Dépens des parties**

1.5 Décisions

- 1.5.1 Délibéré
 - 1.5.1.1 ~~Composition du siège du tribunal~~
 - 1.5.1.2 Présidence
 - 1.5.1.3 Mode de délibéré
 - 1.5.1.3.1 Quorum des présences
 - 1.5.1.3.2 Votes
- 1.5.2 Motivation
- 1.5.3 Forme
- 1.5.4 Types
 - 1.5.4.1 Décisions de procédure
 - 1.5.4.2 Avis
 - 1.5.4.3 Annulation
 - 1.5.4.4 Suspension
 - 1.5.4.5 Révision
 - 1.5.4.6 Constatation de constitutionnalité et d'inconstitutionnalité
 - 1.5.4.7 Mesures provisoires
- 1.5.5 Opinions individuelles des membres
 - 1.5.5.1 Opinions convergentes
 - 1.5.5.2 Opinions dissidentes
- 1.5.6 Prononcé et publicité
 - 1.5.6.1 Prononcé
 - 1.5.6.2 Publicité
 - 1.5.6.3 Huis clos
 - 1.5.6.4 Publication
 - 1.5.6.4.1 Publication au journal officiel
 - 1.5.6.4.2 Publication dans un recueil officiel
 - 1.5.6.4.3 Publications privées
 - 1.5.6.5 Presse

1.6 Effets des décisions

- 1.6.1 **Portée**
- 1.6.2 Fixation des effets par la juridiction
- 1.6.3 Effet absolu
 - 1.6.3.1 **Règle** du précédent
- 1.6.4 Effet relatif
- 1.6.5 Effets dans le temps
 - 1.6.5.1 Effet rétroactif
 - 1.6.5.2 Limitation à l'effet rétroactif
 - 1.6.5.3 Report de l'effet dans le temps
- 1.6.6 Influence sur les organes de l'État

²⁷ *Comprend frais de justice, dépenses, frais de timbres et avance des frais.*

- 1.6.7 Influence sur la vie des citoyens
- 1.6.8 Incidence sur d'autres procédures juridictionnelles
 - 1.6.8.1 Incidence sur ~~les des~~ procès en cours
 - 1.6.8.2 Incidence sur ~~les des~~ procès terminés

2 SOURCES DU DROIT CONSTITUTIONNEL

2.1 Catégories

2.1.1 Règles écrites

2.1.1.1 **Règles nationales**

- 2.1.1.1.1 Constitution
- 2.1.1.1.2 Lois et normes à valeur quasi-constitutionnelle²⁸

2.1.1.2 Droit communautaire

2.1.1.3 **Instruments internationaux**

- 2.1.1.3.1 Charte des Nations Unies de 1945
- 2.1.1.3.2 **Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948**
- 2.1.1.3.3 Convention européenne des Droits de l'Homme de 1950²⁹
- 2.1.1.3.4 Convention relative au statut des réfugiés de 1951
- 2.1.1.3.5 Charte sociale européenne de 1961
- 2.1.1.3.6 Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966
- 2.1.1.3.7 Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966
- 2.1.1.3.8 Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969
- 2.1.1.3.9 ~~Convention interaméricaine des~~ **Convention américaine relative aux droits de l'homme de 1969**
- 2.1.1.3.10 Charte africaine des droits de l'homme et des peuples **de 1981**
- 2.1.1.3.11 Charte européenne de l'autonomie locale de 1985
- 2.1.1.3.12 Convention relative aux droits de l'enfant de 1989
- 2.1.1.3.13 Conventions internationales régissant les relations diplomatiques et consulaires

2.1.2 Règles non écrites

- 2.1.2.1 Coutume constitutionnelle
- 2.1.2.2 Principes généraux du droit
- 2.1.2.3 Droit naturel

2.1.3 Jurisprudence

- 2.1.3.1 Jurisprudence interne
- 2.1.3.2 Jurisprudence internationale
 - 2.1.3.2.1 Cour européenne des Droits de l'Homme
 - 2.1.3.2.2 Cour de Justice des Communautés européennes
 - 2.1.3.2.3 Autres instances internationales
- 2.1.3.3 Jurisprudence étrangère

2.2 Hiéarchie

2.2.1 Hiérarchie entre sources nationales et non nationales

- 2.2.1.1 Traités et Constitutions
- 2.2.1.2 Traités et actes législatifs
- 2.2.1.3 Traités et autres actes de droit interne

²⁸ Ce mot-clé permet d'inclure les normes et principes d'un «bloc de constitutionnalité» élargi par rapport à la seule constitution (Déclarations de droits, Chartes fondamentales, etc).

²⁹ Y inclus ses protocoles.

- 2.2.1.4 Convention européenne des Droits de l'Homme et Constitutions
- 2.2.1.5 Convention européenne des Droits de l'Homme et actes de droit interne non constitutionnels
- 2.2.1.6 Droit communautaire et droit national
 - 2.2.1.6.1 Droit communautaire ~~primaire~~ **originaire** et Constitutions
 - 2.2.1.6.2 Droit communautaire ~~primaire~~ **originaire** et actes de droit interne non constitutionnels
 - 2.2.1.6.3 Droit communautaire dérivé et Constitutions
 - 2.2.1.6.4 Droit communautaire dérivé et actes de droit interne non constitutionnels
- 2.2.2 Hiérarchie entre sources nationales
 - 2.2.2.1 Hiérarchie au sein de la Constitution
 - 2.2.2.1.1 Hiérarchie au sein des droits et libertés
 - 2.2.2.2 Constitution et autres sources de droit interne
- 2.2.3 Hiérarchie entre sources communautaires
- 2.3 Techniques d'interprétation
 - 2.3.1 Technique de l'erreur manifeste d'appréciation
 - 2.3.2 Technique de la conformité ou interprétation sous réserve³⁰
 - 2.3.3 Intention de l'auteur de la norme contrôlée
 - 2.3.4 Interprétation analogique
 - 2.3.5 Interprétation logique
 - 2.3.6 Interprétation historique
 - 2.3.7 Interprétation littérale
 - 2.3.8 Interprétation systématique
 - 2.3.9 Interprétation téléologique

3 PRINCIPES GENERAUX

- 3.1 Souveraineté
- 3.2 République/Monarchie
- 3.3 Démocratie
 - 3.3.1 Démocratie représentative
 - 3.3.2 Démocratie pluraliste**
 - 3.3.3 Démocratie directe
- 3.4 Séparation des pouvoirs
- 3.5 État social³¹
- 3.6 État fédéral
- 3.7 Relations entre l'État et les institutions religieuses et philosophiques³²
- 3.8 Principes territoriaux
 - 3.8.1 Indivisibilité du territoire
- 3.9 État de droit
- 3.10 Sécurité juridique³³
- 3.11 Droits acquis
- 3.12 Légalité
- 3.13 *Nullum crimen, nulla poena sine lege*³⁴

³⁰ Présomption de constitutionnalité, interprétation neutralisante, «double construction rule».

³¹ Y compris le principe de la justice sociale.

³² Séparation de l'Eglise et de l'État, subventionnement et reconnaissance des cultes, laïcité, etc.

³³ Y compris protection de la confiance et attentes légitimes.

³⁴ Légalité des délits et des peines.

- 3.14 Publicité des textes législatifs et réglementaires
 - 3.14.1 Nul n'est censé ignorer la loi**
 - 3.14.2 Aspects linguistiques
- 3.15 Proportionnalité
- 3.16 Mise en balance des intérêts
- 3.17 Intérêt général³⁵
- 3.18 Marge d'appréciation
- 3.19 Raisonnablement
- 3.20 Égalité³⁶
- 3.21 Interdiction de l'arbitraire
- 3.22 Équité
- 3.23 Loyauté à l'Etat³⁷**
- 3.24 Economie du marché³⁸**
- 3.25 Principes du droit communautaire
 - 3.25.1 Principes fondamentaux du Marché commun
 - 3.25.2 Effet direct³⁹
 - 3.25.3 Coopération loyale entre les institutions et les Etats membres

4 INSTITUTIONS

4.1 Constituant⁴⁰

- 4.1.1 Procédure
- 4.1.2 Limites des pouvoirs**

4.2 Symboles d'État

- 4.2.1 Drapeau
- 4.2.2 Fête nationale
- 4.2.3 Hymne national
- 4.2.4 Emblème
- 4.2.5 Devise
- 4.2.6 Capitale

4.3 Langues

- 4.3.1 Officielles
- 4.3.2 Nationales
- 4.3.3 Régionales
- 4.3.4 Minoritaires

4.4 Chef de l'État

- 4.4.1 Pouvoirs
 - 4.4.1.1 Relations avec le gouvernement⁴¹

³⁵ Y compris utilité publique.

³⁶ Seulement dans les cas où ce principe n'est pas appliqué en tant que droit fondamental. Comprend également les applications communautaires du principe général de non-discrimination à raison de la nationalité.

³⁷ Y compris les questions de haute trahison.

³⁸ Y compris la prohibition des monopoles.

³⁹ Pour le principe de la primauté du droit communautaire, voir 2.2.1.6.

⁴⁰ Y compris l'organe responsable de la révision et de l'amendement de la Constitution.

⁴¹ Par exemple désignation des membres du gouvernement, présidence du Conseil des ministres, contresiege.

- 4.4.1.2 Relations avec les organes législatifs⁴²
 - 4.4.1.3 Fonctions relatives au pouvoir judiciaire⁴³
 - 4.4.1.4 Promulgation des lois
 - 4.4.1.5 Relations internationales**
 - 4.4.1.6 Pouvoirs relatifs aux forces armées**
 - 4.4.2 Désignation
 - 4.4.2.1 Qualifications requises
 - 4.4.2.2 Incompatibilités
 - 4.4.2.3 Élection
 - 4.4.3 Mandat
 - 4.4.3.1 Entrée en fonctions
 - 4.4.3.2 Durée du mandat
 - 4.4.3.3 Incapacité**
 - 4.4.3.4 Fin du mandat
 - 4.4.3.5 Restriction du nombre de mandats**
 - 4.4.4 Responsabilité
 - 4.4.4.1 Juridique
 - 4.4.4.1.1 Immunités
 - 4.4.4.2 Politique
- 4.5 Organes législatifs
 - 4.5.1 Structure⁴⁴
 - 4.5.2 Compétences⁴⁵
 - 4.5.2.1 Délégation à un autre organe législatif⁴⁶**
 - 4.5.3 Composition
 - ~~4.5.3.1 Élections~~
 - ~~4.5.3.1.1 Conditions d'éligibilité⁴⁷~~
 - ~~4.5.3.1.2 Incompatibilités~~
 - ~~4.5.3.1.3 Représentation des minorités~~
 - ~~4.5.3.1.4 Contrôle de la validité des élections~~
 - 4.5.3.2 Mandat de l'organe législatif
 - 4.5.3.2.1 Durée
 - 4.5.3.3 Mandat des membres
 - 4.5.3.3.1 Caractéristiques⁴⁸
 - 4.5.3.3.2 Durée
 - 4.5.3.3.3 Fin
 - 4.5.4 Organisation⁴⁹
 - 4.5.4.1 Règlement interne**
 - 4.5.4.2 Président**
 - 4.5.4.3 Sessions⁵⁰
 - 4.5.4.4 Commissions⁵¹
 - 4.5.5 Financement⁵²

⁴² Par exemple message présidentiel, demande de rediscussion de la loi, droit de veto législatif, dissolution.

⁴³ Par exemple grâce.

⁴⁴ Bicaméralisme, monocramérisme, spécialisation d'une assemblée, etc.

⁴⁵ En ce compris les compétences spécialisées de chaque organe législatif.

⁴⁶ **Pour la délégation des pouvoirs à un organe exécutif, voir mot-clé 4.6.3.2.**

⁴⁷ Par exemple âge, nationalité, résidence.

⁴⁸ Mandat représentatif/impératif.

⁴⁹ Présidence des assemblées, bureau, sections, commissions, etc.

⁵⁰ Y compris les questions de convocation, durée, publicité, et ordre du jour.

⁵¹ Notamment les questions de création, composition et mandat des commissions.

⁵² Dotation, autres sources, etc.

- 4.5.6 Procédure d'élaboration des lois
 - 4.5.6.1 Initiative des lois
 - 4.5.6.2 Quorum**
 - 4.5.6.3 Droit d'amendement
 - 4.5.6.4 Relations entre les chambres
 - ~~4.5.7 Garanties d'exercice du pouvoir~~
 - 4.5.8 Relations avec le chef de l'État
 - 4.5.9 Relations avec les organes exécutifs
 - 4.5.9.1 Questions au gouvernement
 - 4.5.9.2 Question de confiance
 - 4.5.9.3 Motion de censure
 - 4.5.10 Relations avec les juridictions
 - 4.5.11 Responsabilité
 - 4.5.12 Partis politiques
 - 4.5.12.1 Création
 - 4.5.12.2 Financement
 - 4.5.12.3 Rôle
 - 4.5.12.4 Interdiction
 - 4.5.13 Statut des membres des organes législatifs⁵³
- 4.6 Organes exécutifs⁵⁴
- 4.6.1 Hiérarchie
 - 4.6.2 Compétences
 - 4.6.3 Exécution des lois
 - 4.6.3.1 Compétence normative autonome⁵⁵
 - 4.6.3.2 Compétence normative déléguée
 - 4.6.4 Composition
 - 4.6.4.1 Statut des membres des organes exécutifs**
 - 4.6.5 Organisation
 - 4.6.6 Relations avec le Chef d'État
 - 4.6.7 Relations avec les organes législatifs
 - 4.6.8 Relations avec les juridictions
 - 4.6.9 Décentralisation administrative territoriale⁵⁶
 - 4.6.9.1 Principes
 - 4.6.9.1.1 Autonomie locale
 - 4.6.9.1.2 Tutelle
 - 4.6.9.2 Structure
 - 4.6.9.2.1 Provinces
 - 4.6.9.2.2 Municipalités
 - 4.6.10 Décentralisation par service⁵⁷
 - 4.6.10.1 Universités
 - 4.6.11 Fonction publique⁵⁸
 - 4.6.11.1 Conditions d'accès à la fonction publique
 - 4.6.11.2 Motifs d'exclusion
 - 4.6.11.2.1 Lustration⁵⁹

⁵³ Notamment les incompatibilités survenant en cours de mandat, les immunités parlementaires, les éventuels privilèges de juridiction, etc.

⁵⁴ Tous ces termes s'appliquent également aux institutions d'autonomie locale.

⁵⁵ Dérivée directement de la Constitution.

⁵⁶ Pouvoirs locaux.

⁵⁷ Octroi de compétences administratives à des personnes morales de droit public autonomes de l'autorité publique, mais contrôlées par elle.

⁵⁸ Fonctionnaires, agents administratifs, etc.

⁵⁹ Pratiques tendant à retirer de la fonction publique des fonctionnaires compromis par un régime totalitaire.

- 4.6.11.3 Rémunération
- 4.6.11.4 Responsabilité personnelle
- 4.6.11.5 Statut syndical
- 4.6.12 Responsabilité
 - 4.6.12.1 Juridique
 - 4.6.12.1.1 Immunité**
 - 4.6.12.1.2 Civile
 - 4.6.12.1.3 Pénale
 - 4.6.12.2 Politique
- 4.7 Organes juridictionnels⁶⁰
 - 4.7.1 Compétences
 - 4.7.1.1 Exclusives
 - 4.7.1.2 Universelles
 - 4.7.1.3 Conflits de juridiction⁶¹
 - 4.7.2 Procédure
 - 4.7.3 Décisions
 - 4.7.4 Organisation
 - 4.7.4.1 Membres
 - 4.7.4.1.1 Nomination**
 - 4.7.4.1.2 Statut
 - 4.7.4.1.3 Qualifications**
 - 4.7.4.1.4 Incompatibilités**
 - 4.7.4.1.5 Discipline
 - 4.7.4.2 Auxiliaires de la justice
 - 4.7.4.3 Ministère public
 - 4.7.4.4 Langues
 - 4.7.4.5 Greffe
 - 4.7.4.6 Budget**
 - 4.7.5 Conseil supérieur de la magistrature ou organe équivalent⁶²**
 - 4.7.6 Relations avec les juridictions internationales
 - 4.7.7 Juridiction suprême
 - 4.7.8 Juridictions judiciaires
 - 4.7.8.1 Juridictions civiles
 - 4.7.8.2 Juridictions pénales
 - 4.7.9 Juridictions administratives
 - 4.7.10 Juridictions financières⁶³
 - 4.7.11 Juridictions militaires
 - 4.7.12 Juridictions d'exception
 - 4.7.13 Autres juridictions
 - 4.7.14 Arbitrage
 - 4.7.15 Assistance et représentation des parties
 - 4.7.15.1 Barreau
 - 4.7.15.1.1 Organisation
 - 4.7.15.1.2 Compétences des organes
 - 4.7.15.1.3 Rôle des avocats
 - 4.7.15.1.4 Statut des avocats
 - 4.7.15.1.5 Discipline
 - 4.7.15.2 Assistance extérieure au barreau

⁶⁰ Autre que l'organe ayant rendu l'arrêt résumé ici.

⁶¹ Conflits positifs et négatifs.

⁶² **Haut Conseil de la Justice, Judicial Service Commission (R.-U.) etc.**

⁶³ Cela comprend la Cour des Comptes en tant qu'elle exerce une fonction juridictionnelle.

- 4.7.15.2.1 Conseillers juridiques
 - 4.7.15.2.2 Organismes d'assistance juridique
- 4.7.16 Responsabilité
 - 4.7.16.1 Responsabilité de l'Etat
 - 4.7.16.2 Responsabilité des magistrats

4.8 Fédéralisme et régionalisme

- 4.8.1 Principes de base
- 4.8.2 Limites territoriales**
- 4.8.3 Aspects institutionnels
 - 4.8.3.1 Assemblées délibératives
 - 4.8.3.2 Exécutif
 - 4.8.3.3 Juridictions
 - 4.8.3.4 Autorités administratives
- 4.8.4 Aspects budgétaires et financiers
 - 4.8.4.1 Financement
 - 4.8.4.2 Mécanismes de distribution des ressources financières de l'Etat
 - 4.8.4.3 Budget
 - 4.8.4.4 Mécanismes de solidarité
- 4.8.5 Répartition des compétences
 - 4.8.5.1 Principes et méthodes
 - 4.8.5.2 Mise en œuvre
 - 4.8.5.2.1 Répartition *ratione materiae*
 - 4.8.5.2.2 Répartition *ratione loci*
 - 4.8.5.2.3 Répartition *ratione temporis*
 - 4.8.5.2.4 Répartition *ratione personae*
 - 4.8.5.3 Contrôle
 - 4.8.5.4 Coopération
 - 4.8.5.5 Relations internationales
 - 4.8.5.5.1 Conclusion des traités
 - 4.8.5.5.2 Participation ~~aux organes des Communautés européennes~~ **à un organe ou une organisation internationaux**

4.9 Elections et référendums⁶⁴

- 4.9.1 Mode de scrutin**⁶⁵
- 4.9.2 Conditions d'éligibilité**
- 4.9.3 Représentation de minorités**
- 4.9.4 Initiation**
- 4.9.5 Opérations préliminaires**
 - 4.9.5.1 Listes électorales**
 - 4.9.5.2 Cartes d'électeur**
 - 4.9.5.3 Candidature**
 - 4.9.5.4 Bulletin de vote**⁶⁶
- 4.9.6 Propagande**⁶⁷
- 4.9.7 Opérations électorales**
 - 4.9.7.1 Bureaux de vote**
 - 4.9.7.2 Isoirs**
 - 4.9.7.3 Déroulement du scrutin**⁶⁸

⁶⁴ Voir aussi mot-clé 5.2.38 Droits électoraux.

⁶⁵ Proportionnel, majoritaire, préférentiel, uninominal etc.

⁶⁶ Par exemple noms des partis, ordre de présentation, sigle, emblème ou question dans un référendum.

⁶⁷ Tracts, lettres, presse, radio-télévision, affiches, investitures etc.

- 4.9.7.4 **Contrôle de l'identité des électeurs**
 - 4.9.7.5 **Emargements**
 - 4.9.7.6 **Vote par procuration ou vote postal**
 - 4.9.7.7 **Dépouillement**
 - 4.9.7.8 **Seuil minimum de participation**
 - 4.9.7.9 **Annonce des résultats**
- 4.9.8 **Effets**
- 4.10 Finances publiques
 - 4.10.1 Principes
 - 4.10.2 Budget
 - 4.10.3 Comptes
 - 4.10.4 Monnaie
 - 4.10.5 Banque centrale
 - 4.10.6 Institutions de contrôle⁶⁹
 - 4.10.7 Fiscalité
 - 4.10.7.1 Principes
 - 4.10.8 Biens de l'Etat
 - 4.10.8.1 Privatisation
- 4.11 Forces armées, forces de l'ordre et services de renseignement
 - 4.11.1 Armée
 - 4.11.2 Forces de police
 - 4.11.3 Services de renseignement
- 4.12 Médiateur⁷⁰
 - 4.12.1 Nomination
 - 4.12.2 Garanties d'indépendance
 - 4.12.2.1 Durée du mandat
 - 4.12.2.2 Incompatibilités
 - 4.12.2.3 Immunités
 - 4.12.2.4 Indépendance financière
 - 4.12.3 Organisation
 - 4.12.4 Relations avec le chef de l'Etat
 - 4.12.5 Relations avec les organes législatifs
 - 4.12.6 Relations avec les organes exécutifs
 - 4.12.7 Relations avec les institutions de contrôle financier⁷¹
 - 4.12.8 Relations avec les juridictions
 - 4.12.9 Relations avec les autorités fédérées ou régionalisées
- 4.13 Autorités administratives indépendantes

⁶⁸ **Incidents, troubles à l'ordre public.**

⁶⁹ Par exemple la Cour des Comptes.

⁷⁰ Ombudsman, commissaire parlementaire, défenseur du peuple, commission des droits de l'homme, etc.

⁷¹ Par exemple la Cour des Comptes.

4.14 Activités et missions économiques de l'État

4.14.1 Economiques

4.14.2 Santé

4.14.3 Enseignement

4.14.4 Culture

4.15 Exercice de fonctions publiques par des organisations privées

4.16 Transfert de compétences aux institutions internationales

4.17 Etat d'urgence et pouvoirs d'urgence⁷²

4.18 Union européenne

4.18.1 Structure institutionnelle

4.18.1.1 Parlement européen

4.18.1.2 Conseil

4.18.1.3 Commission

4.18.1.4 Cour de justice des Communautés européennes⁷³

4.18.2 Répartition des compétences entre la Communauté et les États membres

4.18.3 Répartition des compétences entre les institutions de la Communauté

4.18.4 Procédure normative

5 **DROITS FONDAMENTAUX**⁷⁴

5.1 Problématique générale

5.1.1 Principes de base

5.1.1.1 Nature de la liste des droits fondamentaux⁷⁵

~~5.1.1.2 Égalité et non-discrimination~~⁷⁶

5.1.1.3 *Non bis in idem*

5.1.2 Bénéficiaires ou titulaires des droits

5.1.2.1 Nationaux

5.1.2.1.1 Nationaux domiciliés à l'étranger

5.1.2.2 Étrangers

5.1.2.2.1 Réfugiés et candidats-réfugiés demandeurs d'asile

5.1.2.3 Personnes physiques

5.1.2.3.1 Mineurs

5.1.2.3.2 Incapables

5.1.2.3.3 Détenus

5.1.2.3.4 Militaires

5.1.2.4 Personnes morales

5.1.2.4.1 **De droit privé**

5.1.2.4.2 **De droit public**

⁷² *Etat de guerre, loi martiale, catastrophe naturelle etc; pour les questions de droits de l'homme, voir aussi le mot-clé*

5.1.5.

⁷³ *Uniquement les aspects institutionnels: les questions de procédure, juridiction, composition, etc sont traités dans le chapitre 1.*

⁷⁴ *Aspects positifs et négatifs.*

⁷⁵ *Liste ouverte ou fermée.*

⁷⁶ *Quand ce principe est appliqué en combinaison avec un droit fondamental.*

- 5.1.3 Effets
 - 5.1.3.1 Effets verticaux
 - 5.1.3.2 Effets horizontaux⁷⁷
- 5.1.4 Devoirs relatifs aux droits fondamentaux**
- 5.1.5 Limites et restrictions
- 5.1.6 Situations d'exception
- 5.1.7 Droit de résistance**

5.2 Droits civils et politiques

- 5.2.1 Droit à la dignité**
- 5.2.2 Droit à la vie
- 5.2.3 Interdictions de la torture et des traitements inhumains et dégradants
- 5.2.4 Droit à l'intégrité physique **et psychique**
 - 5.2.4.1 Traitements et expériences scientifiques et médicaux**
- 5.2.5 Égalité⁷⁸
 - 5.2.5.1 Champ d'application
 - 5.2.5.1.1 Charges publiques⁷⁹
 - 5.2.5.1.2 Emploi
 - 5.2.5.1.2.1 Privé
 - 5.2.5.1.2.2 Public
 - 5.2.5.1.3 Sécurité sociale
 - 5.2.5.1.4 Élections
 - 5.2.5.2 Critères de différenciation
 - 5.2.5.2.1 Sexe
 - 5.2.5.2.2 Race
 - 5.2.5.2.3 Origine nationale ou ethnique
 - 5.2.5.2.4 Citoyenneté⁸⁰
 - 5.2.5.2.5 Origine sociale
 - 5.2.5.2.6 Religion
 - 5.2.5.2.7 Age
 - 5.2.5.2.8 Handicap physique ou mental
 - 5.2.5.2.9 Opinions ou appartenance politiques**
 - 5.2.5.2.10 Langue**
 - 5.2.5.2.11 Orientation sexuelle**
 - 5.2.5.2.12 État civil⁸¹**
 - 5.2.5.3 Discrimination positive
- 5.2.6 Liberté individuelle⁸²
 - 5.2.6.1 Privation de liberté
 - 5.2.6.1.1 Arrestation
 - 5.2.6.1.2 Mesures non pénales
 - 5.2.6.1.3 Détention préventive
 - 5.2.6.2 Interdiction du travail forcé ou obligatoire
- 5.2.7 Liberté de mouvement
 - 5.2.7.1 Droit à un passeport**
- 5.2.8 Droit à l'émigration
- 5.2.9 Droit à la sécurité

⁷⁷ Problème de la «Drittwirkung».

⁷⁸ Utilisée d'une manière autonome par rapport aux autres droits.

⁷⁹ **Impôts et autres devoirs vis-à-vis de l'Etat.**

⁸⁰ La qualité d'être ressortissant d'un état.

⁸¹ **Discrimination notamment entre personnes célibataires et personnes mariées.**

⁸² Ce mot-clé vise aussi la «liberté personnelle» Il devrait comprendre par exemple les contrôles d'identité, les fouilles corporelles, l'arrestation administrative. ~~Les aspects de liberté personnelle en rapport avec la détention préventive sont classés sous «Garanties de procédure – Détention préventive».~~

- 5.2.10 Droits des victimes d'actes criminels**
 - 5.2.10.1 Droit de participer à l'administration de la justice**
 - 5.2.10.2 Réparation**
- 5.2.11 Garanties de procédure et procès équitable
 - 5.2.11.1 Champ d'application
 - 5.2.11.1.1 Procédure administrative non contentieuse
 - 5.2.11.2 Accès aux tribunaux⁸³
 - 5.2.11.2.1 Habeas corpus
 - 5.2.11.3 Droit d'être entendu**
 - 5.2.11.3.1 Droit de participer à l'audience**
 - 5.2.11.4 Publicité des débats
 - 5.2.11.5 Participation de jurés**
 - 5.2.11.6 Publicité des jugements
 - 5.2.11.7 Droit à la notification de la décision
 - 5.2.11.8 Droit à la consultation du dossier
 - 5.2.11.9 Délai raisonnable
 - 5.2.11.10 Indépendance
 - 5.2.11.11 Impartialité
 - 5.2.11.12 Double degré de juridiction⁸⁴
 - 5.2.11.13 Interdiction de la *reformatio in pejus*
 - 5.2.11.14 Légalité des preuves
 - 5.2.11.15 Motivation
 - 5.2.11.16 Droits de la défense
 - 5.2.11.17 Égalité des armes
 - 5.2.11.18 Débats contradictoires⁸⁵
 - 5.2.11.19 Langues
 - 5.2.11.20 Présomption d'innocence
 - 5.2.11.21 Droit de ne pas s'incriminer soi-même
 - 5.2.11.22 Droit de ne pas incriminer son époux/les parents proches**
 - 5.2.11.23 Droit d'être informé des raisons de la détention
 - 5.2.11.24 Droit d'être informé de l'accusation
 - 5.2.11.25 Droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de l'affaire
 - 5.2.11.26 Droit à l'assistance d'un avocat
 - 5.2.11.27 Droit d'interroger les témoins
- 5.2.12 Droit à la réparation des dommages causés par la puissance publique**
- 5.2.13 Liberté du domicile et de l'établissement
- 5.2.14 Liberté de conscience⁸⁶
- 5.2.15 Liberté d'opinion
- 5.2.16 Liberté des cultes
- 5.2.17 Liberté d'expression⁸⁷
- 5.2.18 Liberté de la presse écrite
- 5.2.19 Droits relatifs aux médias audiovisuels et aux autres modes de communication **de masse**
- 5.2.20 Droit à l'information
- 5.2.21 Droit à la transparence administrative
- 5.2.22 Droit d'accès aux documents administratifs
- 5.2.23 Droit à la nationalité
 - 5.2.23.1 Double nationalité**

⁸³ Inclut le droit au juge prévu par la loi; pour les questions relatives à l'établissement de juridictions d'exception, voir aussi le mot-clé 4.7.12.

⁸⁴ Ce mot clé vise le droit à un recours juridictionnel.

⁸⁵ Audiatur et altera pars - principe du contradictoire.

⁸⁶ Ce mot-clé comprend notamment la liberté religieuse, essentiellement en ses aspects individuels Ses expressions collectives sont appréhendées sous le mot-clé «Liberté des cultes».

⁸⁷ Ce mot-clé comprend aussi le droit de communiquer librement une information.

5.2.24 Droit de séjour⁸⁸5.2.25 Service national⁸⁹

5.2.26 Liberté d'association

5.2.27 Liberté de réunion

5.2.28 Droit aux activités politiques

5.2.29 Droit à l'honneur et à la réputation

5.2.30 Droit à la vie privée

5.2.30.1 Protection des données à caractère personnel

5.2.31 Droit à la vie familiale⁹⁰

5.2.31.1 Filiation

5.2.31.2 ~~Aspects successoraux~~ **Succession**

5.2.32 Inviolabilité du domicile

5.2.33 Inviolabilité des communications

5.2.33.1 Correspondance

5.2.33.2 Communications téléphoniques

5.2.33.3 Communications électroniques

5.2.34 Droit de pétition

5.2.35 Non rétroactivité de la loi

5.2.35.1 Loi pénale

5.2.35.2 Loi civile

5.2.35.3 Loi fiscale

5.2.36 Droit de propriété⁹¹

5.2.36.1 Expropriation

5.2.36.2 Nationalisation

5.2.36.3 Autres limitations

5.2.36.4 Privatisation

5.2.37 Liberté de l'emploi des langues

5.2.38 Droits électoraux

5.2.38.1 Droit de vote

5.2.38.2 Éligibilité

5.2.38.3 Scrutin secret

5.2.39 Droits en matière fiscale

5.2.38 Droit d'asile

5.2.40 Droit au libre épanouissement de la personnalité

5.2.41 Droits de l'enfant

5.2.42 Protection des minorités ou des personnes appartenant à des minorités

5.3 Droits économiques, sociaux et culturels

5.3.1 Liberté de l'enseignement

5.3.2 Droit à l'enseignement

5.3.2.1 Obligation scolaire

5.3.3 Droit au travail

5.3.4 Droit aux allocations de chômage5.3.5 Liberté de choix de la profession⁹²

5.3.6 Liberté d'exercice d'une activité lucrative

5.3.7 Liberté du commerce et de l'industrie

5.3.8 Droit d'accès aux fonctions publiques

5.3.9 Droit de grève

⁸⁸ **Peut comprendre des questions de déportation et d'extradition.**⁸⁹ *Milice, objection de conscience, etc.*⁹⁰ *Les aspects de l'usage du nom sont traités soit ici, soit sous «Droit à la vie privée».*⁹¹ **Y compris les questions de réparation.**⁹² *Ce mot-clé vise aussi la «liberté du travail».*

- 5.3.10 Liberté syndicale⁹³
- 5.3.11 Droit à la propriété intellectuelle
- 5.3.12 Droit au logement
- 5.3.13 Droit à la sécurité sociale
- 5.3.14 Droit à la retraite**
- 5.3.15 Droit à des conditions de travail justes et ~~favorables~~ **convenables**
- 5.3.16 Droit à un niveau de vie suffisant
- 5.3.17 Droit à la santé
- 5.3.18 Droit à la culture
- 5.3.19 Liberté de la science
- 5.3.20 Liberté de l'art

5.4 Droits collectifs

- 5.4.1 Droit à l'environnement
- 5.4.2 Droit au développement
- 5.4.3 Droit à la paix
- 5.4.4 Droit à l'autodétermination

En outre, le secrétariat propose d'arranger les chapitres du Thésaurus systématique dans l'ordre suivant:

- 1 Droits fondamentaux
- 2 Principes généraux
- 3 Institutions
- 4 Sources du droit constitutionnel
- 5 Justice constitutionnelle

⁹³ *Comprend les droits des particuliers relatifs aux syndicats, les droits des syndicats et le droit de conclure des accords collectifs en matière de travail.*